



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
MINISTERE DES TRANSPORTS

**CONVENTION DE CONCESSION**

**ENTRE**

**L'ETAT DE COTE D'IVOIRE**

**ET**

**L'OFFICE IVOIRIEN DES CHARGEURS (OIC)**

**POUR LE FINANCEMENT, L'ORGANISATION ET  
L'EXPLOITATION DE L'ESCORTE GROUPEE DES  
CAMIONS DE TRANSPORT DE MARCHANDISES**



ENTRE les soussignés

L'ETAT DE CÔTE D'IVOIRE, Représenté par le Ministre des Transports, Immeuble Postel 2001, 14<sup>e</sup> étage, BP V 134 Abidjan, Tél : (225) 20 34 48 57/ 20 34 48 58/ Télécopie : (225) 20 34 48 54

Ci-après désigné « **L'Autorité Concédante** » ;

D'une part,

ET

L'Office Ivoirien des Chargeurs (OIC), Société d'Economie mixte de type particulier, au capital de 500 000 000 FCFA, inscrite au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier d'Abidjan, dont le siège social est sis à Abidjan, Rue le HAVRE, zone portuaire, représentée aux fins des présentes par Monsieur **BAKAYOKO A. Dramane**, son Administrateur provisoire

Ci-après dénommée « **le Concessionnaire** » ;

D'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

- **Considérant** le transport comme un élément stratégique du développement économique de la Côte d'Ivoire ;
- **Rappelant que** le transport routier de marchandises constitue le principal moyen des échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et les pays voisins et représente plus de 97% des échanges intérieurs ;
- **Constatant** les désagréments provoqués les tracasseries routières et ses effets néfastes sur l'économie ivoirienne et sur le développement harmonieux des échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et les pays voisins ;
- **Considérant** que le développement des transports routiers est un facteur de coopération et d'intégration sous régionales ;
- **Considérant** la convention A/P4/5/82 du 29 mai 1982 de la CEDEAO relative au transit routier Inter-états des marchandises ;
- **Conformément** au principe e la liberté de circulation des personnes et des marchandises ans l'espace CEDEAO ;
- **Considérant** la résolution de la réunion des Ministres des Transports, de la Sécurité et de l'Intégration du Burkina, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Niger, tenue à Yamoussoukro, le 21 mai 1999, relative à l'Escorte Groupée, dont l'objectif visé est d'améliorer la fluidité du trafic routier afin d'accroître la compétitivité des ports ivoiriens, d'éviter les fraudes de toute nature, de contribuer de façon pertinente à la sécurité des personnes et des biens pour faire de la Côte d'Ivoire un grand pays de transit ;
- **Que** l'Office Ivoirien des Chargeurs (OIC), dont l'une des missions fondamentales est d'œuvrer à l'amélioration des conditions d'acheminement des

PK

M

marchandises, a présenté une proposition de service au gouvernement qui a particulièrement retenu son attention et une décision interministérielle a été prise à cet effet le 05 novembre 1999 ;

- **Qu'une** convention a été signée entre l'OIC et l'Etat de Côte d'Ivoire en date du 19 mars 2001 pour le financement, l'organisation et l'exploitation de l'escorte groupée des camions de transport de marchandises ;

- **Rappelant** que cette convention, sur l'escorte groupée des camions de marchandises, a conduit de façon efficace à la fluidité des transports et a permis la compétitivité de l'économie nationale ;

- **Que** cette mission confiée à l'OIC est avant tout une mission de service public qui ne doit pas être considérée comme une activité lucrative ;

- **Que** cette mission délicate est exercée par l'OIC avec l'appui des forces de l'ordre ;

- **Vu** le rapport d'activité de l'OIC et les informations communiqués au Ministre des transports ;

- **Que** le terme de la convention est prévue pour le 11 mars 2011 alors que le pays est en train de sortir d'une crise profonde ;

- **Que** pour permettre à l'OIC de continuer d'exercer cette mission de service public jusqu'à ce que l'Etat puisse assurer et garantir la libre circulation des personnes et des marchandises, il a été décidé de procéder par anticipation au renouvellement de la convention qui lie l'Etat de Côte d'Ivoire à l'OIC.

Ceci étant exposé, les deux parties ont bien voulu convenir et arrêter ce qui suit :

## CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 : VALEUR DE L'EXPOSE PREALABLE ET DU CAHIER DES CHARGES

L'exposé préalable ci-dessus, le Cahier de charges annexé ainsi que les annexes jointes ont la même valeur juridique que la présente convention, dont ils font partie intégrante et avec laquelle ils font corps.

### ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

Conformément aux dispositions de la présente convention, l'Etat de Côte d'Ivoire concède à la Société OIC, qui l'accepte, en exclusivité, la conception, le financement, de la construction, de l'exploitation, de la coordination et de l'harmonisation de diverses activités de services publics ou privés, administratives ou techniques, relatives au bon fonctionnement de l'Escorte Groupée des camions de marchandises tel que défini ci-après.



### **ARTICLE 3 : MISSIONS DU CONCESSIONNAIRE**

La mission consiste à assurer sur toute l'étendue du territoire de Côte d'Ivoire, la fluidité des voies routières de grand trafic par le convoyage des camions de transport de marchandises par l'ensemble des forces de l'ordre (Gendarmerie, Police, Douane). Le système de convoyage est décrit dans le cahier des Charges.

### **ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

Les modalités d'exécution de la concession sont précisées dans le cahier des charges annexé à la présente convention

### **ARTICLE 5 : SERVICE HORS CONCESSION**

Le concessionnaire peut, en dehors de la concession rendre tout service occasionnel, exceptionnel ou supplémentaire de suivi de la fluidité des voies routières ivoiriennes de grand trafic par toute mesure jugée utile dans le cadre de réglementation générale à condition qu'aucune gêne n'en résulte dans le fonctionnement du service concédé.

### **ARTICLE 6 : REMUNERATION DU CONCESSIONNAIRE**

Le concessionnaire est autorisé à percevoir sur les usagers une redevance (ci-après dénommée « Droit de convoyage) pour l'ensemble des facilités de traversée, la prise en charge des forces de l'ordre (Police, Gendarmerie, Douane) chargées du convoyage, les investissements importants à réaliser (équipements et infrastructures) dans les conditions définies par le cahier des charges.

### **ARTICLE 7 : CHARGES DE LA CONCESSION**

Le concessionnaire prend à sa charge, à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention, toutes les dépenses d'investissement et d'exploitation, d'entretien et de renouvellement des installations et des équipements, ainsi que tous les frais généraux relatifs à l'exploitation du service concédé.

### **ARTICLE 8 : CESSION**

Le concessionnaire ne pourra, sous peine de déchéance, céder tout ou partie de la concession sans autorisation préalable de l'Autorité concédante.

Dans le cas où la cession est autorisée, le concessionnaire demeurera seul responsable à l'égard de l'autorité concédante de la bonne exécution de ses obligations.

### **ARTICLE 9 : CONTROLE EXERCE PAR L'AUTORITE CONCEDEANTE**

L'autorité concédante dispose, dans le cadre du service concédé, d'un pouvoir général de contrôle technique et financier à l'égard du concessionnaire.

L'exercice, par l'autorité concédante, de son contrôle qui s'exerce selon les dispositions de la présente convention, ne doit pas avoir pour effet de porter atteinte à l'autonomie de la gestion du concessionnaire.





## **ARTICLE 10 : DUREE**

Les Parties conviennent que la présente convention entre en vigueur à compter du 20 mars 2011, date d'expiration de la précédente convention.

Elle est valable tant que l'Etat de Côte d'Ivoire ne sera pas en mesure de garantir et d'assurer entièrement la libre circulation des personnes et des biens sur le territoire national.

## **ARTICLE 11 : CONTINUATION DU SERVICE**

En cas de dénonciation ou de désaccord des parties, sur les conditions du maintien de la concession, l'Autorité Concédante aura le droit de prendre six mois après information du concessionnaire toutes les mesures pour assurer, la continuation du service concédé dans des conditions conformes à l'Intérêt Général.

## **ARTICLE 12 : RESILIATION**

L'autorité concédante se réserve le droit de résilier unilatéralement la présente convention :

- En cas de manquement grave ou par défaut de respect systématique, par le concessionnaire, des clauses de la présente convention et du cahier des charges annexé, après notification suivie de mise en demeure restée sans effet dans un délai de quinze (15) jours et ;
- Dans tous les cas où, par négligence, incapacité ou mauvaise foi, le concessionnaire compromettrait l'intérêt général, la qualité et la continuité du service public concédé.

La convention peut être modifiée ou résiliée lorsque l'autorité concédante ne jugera plus utile de convoier ou escorter les camions de marchandise.

## **ARTICLES 13 : DECHEANCE DE PLEIN DROIT**

Les parties conviennent que le concessionnaire sera immédiatement déchu de la concession en cas :

- de cession non autorisée de tout ou partie du service concédé ;
- d'abandon du service concédé ;
- de fraude ou de malversation.

La déchéance prendra effet le jour de sa notification au concessionnaire.



## **ARTICLE 14: REGLEMENT DES DIFFERENDS**

**14.1 :** Tout différend ou litige relatif à l'application ou à l'interprétation des documents de concession qui pourrait s'élever entre les parties devra être soumis à une procédure préalable obligatoire définie de conciliation.

**14.2 :** La procédure préalable obligatoire de conciliation est diligentée au choix des parties, soit par un conciliateur unique ayant titre d'Avocat, désigné d'accord parties, soit par trois (3) conciliateurs ayant la qualité d'Avocat. Le ou les conciliateur(s) sont désignés par les Parties dans un délai de sept (7) jours à compter de la notification du

42

M

différend par l'une des Parties. Chaque Partie doit désigner un conciliateur et les Parties désignent le troisième conciliateur, d'un commun accord entre elles, qui a rôle de juge.

**14.3 :** Si trois (3) jours après l'expiration du délai de sept (7) jours courant à compter de la notification du différend, l'une quelconque des Parties ou les Parties ne désignent pas le second et/ou le troisième conciliateur(s), celui-ci le sera ou ceux-ci le seront par le Président du tribunal compétent en la matière, statuant sur la demande de la Partie la plus diligente, sur la liste des Avocats inscrits au Barreau de Côte d'Ivoire ou de tout autre Barreau.

**14.4 :** Les Parties s'obligent à collaborer de bonne foi avec le ou les conciliateur(s) afin de leur permettre de remplir leur fonction.

**14.5 :** Si dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification du différend, aucune solution amiable n'est trouvée par application de la procédure de conciliation préalable obligatoire prévue aux articles ci-avant, et sauf accord des Parties pour proroger ce délai, le litige pendant est soumis exclusivement à la juridiction arbitrale compétente.

**14.6 :** Dans l'hypothèse où les Parties ne seraient pas parvenues à régler le différend à l'amiable par application des stipulations ci-avant, elles consentent à soumettre à la compétence d'un Tribunal Arbitral, tout différend résultant de l'exécution du contrat, aux fins de règlement par voie d'arbitrage conformément aux textes en vigueur.

## **ARTICLE 15 : ENTREE EN VIGUEUR**

La présente convention entre en vigueur à compter de la date d'expiration de la convention précédente c'est-à-dire le 20 mars 2011.

## **ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE**

Le Droit applicable à la présente Convention est la réglementation en vigueur en Côte d'Ivoire notamment, les dispositions du Traité relatif à l'acte uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires en abrégé OHADA.

## **ARTICLE 17 : ENREGISTREMENT**

Les droits de timbre et d'enregistrement auxquels donneront lieu la convention et des autres Documents de concession en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur sont à la charge du concessionnaire.



14x

14x

## ARTICLE 18 : LANGUE

La version officielle de la présente Convention est rédigée en langue française. Tout document, toute notification, toute renonciation et toute autre communication écrite ou non entre les Parties concernant la présente Convention devront être rédigés, établis ou effectués en langue française.

Fait à Abidjan le 19 08 10

EN TROIS EXEMPLAIRES ORIGINAUX A ENREGISTER

Pour l'Autorité Concedante

Pour le Concessionnaire

LE MINISTRE DES TRANSPORTS

Dr ALBERT FLINDO



L'Administrateur Provisoire

BAKAYOKO A. Dramane



0441719

D.F. 18.000 francs

ENREGISTRE A ABIDJAN

Le 15 DEC 2010

REGISTRE A.C.P. - Vol. 30 F° 195

N° 2926 Borderseau 2281 01

REQU : Dix huit mille francs

L'Inspecteur

